

[Français]

LA SÉCURITÉ NATIONALE

LA PRÉSUMÉE INFILTRATION DE LA CENTRAL INTELLIGENCE AGENCY AU CANADA—ON DEMANDE SI LA GRC ÉTAIT AU COURANT

M. Claude Wagner (Saint-Hyacinthe): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable solliciteur général.

A la suite du reportage présenté hier soir au réseau français de la télévision d'État sur l'infiltration au Canada, et au Québec en particulier, de la CIA, avec preuves et témoignages à l'appui, le ministre accepte-t-il de faire un exposé à l'appel des motions sur l'ampleur de ces activités d'espionnage, auxquelles, semble-t-il, notre pays n'échappe pas, et de faire connaître à la Chambre l'attitude du gouvernement à ce sujet?

[Traduction]

L'hon. Warren Allmand (solliciteur général): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas eu l'occasion de voir le reportage présenté hier soir, mais j'en ai demandé une copie. Je vais vérifier ces allégations et en faire rapport à la Chambre.

[Français]

M. Wagner: Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire.

Étant donné la réponse du ministre, est-ce que, après avoir examiné le texte de l'entrevue, il dira à la Chambre si la CIA agit à la connaissance de la Gendarmerie royale du Canada, et de concert avec elle, ou si son activité s'exerce uniquement de façon parallèle, sans que la Gendarmerie royale du Canada le sache?

[Traduction]

M. Allmand: Monsieur l'Orateur, pas plus la CIA qu'un autre service de police étrangère ne travaillent au Canada sans que la GRC ne soit au courant. Parfois, des polices étrangères poursuivent des enquêtes au Canada, mais elles doivent d'abord obtenir l'autorisation de la GRC et toujours agir en présence d'un agent de celle-ci.

* * *

LES TRANSPORTS AÉRIENS

L'OPPORTUNITÉ D'UNE RÉUNION DU MINISTRE ET DES DÉPUTÉS DES MARITIMES AU SUJET DU SERVICE AÉRIEN DANS LA RÉGION ATLANTIQUE

M. Leonard C. Jones (Moncton): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question à poser au ministre des Transports. Étant donné les audiences publiques que la Commission des transports aériens a tenues dans la région atlantique au début de l'année—et le sujet a été abordé durant la période des questions aujourd'hui—et des recommandations qui en ont résulté, le ministre va-t-il organiser une réunion avec les députés des provinces atlantiques au sujet des services aériens dans cette région et du rôle d'Air Canada, de la CP Air et d'Eastern Provincial?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je regrette, mais le même problème se pose encore une fois; je n'ai pas saisi la question du député. Il a parlé avant que j'aie mis mon écouteur. Puis-je lui demander de bien vouloir répéter sa question?

M. l'Orateur: Le député voulait savoir si le ministre pourrait organiser une réunion avec les députés des pro-

Questions orales

vinces atlantiques au sujet des services aériens dans ces provinces.

M. Jones: Le ministre voudrait-il que je répète ma question? Il s'agit des audiences publiques tenues dans la région atlantique au début de l'année par la Commission des transports aériens. Étant donné les recommandations qui en ont résulté, le ministre serait-il disposé à organiser une réunion avec les députés des provinces atlantiques, au sujet du service aérien dans cette région et du rôle d'Air Canada, de la CP Air et d'Eastern Provincial Airlines?

M. Marchand (Langelier): Monsieur l'Orateur, je vais tenir la question pour préavis et je verrai si c'est la meilleure façon de procéder pour assurer le meilleur service possible aux provinces atlantiques.

* * *

LE LOGEMENT

DEMANDE DE CRÉATION DE RÉSERVES DE BOIS D'ŒUVRE—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Bob Kaplan (York-Centre): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre d'État chargé des Affaires urbaines. Comme le prix du bois d'œuvre a baissé, le ministre voudrait-il songer à établir des réserves de bois de construction dans le genre des réserves foncières, par exemple, pour assurer un approvisionnement de bois à bon marché pour la construction domiciliaire ainsi que l'assistance et les emplois voulus dans les régions en crise du pays?

L'hon. Barney Danson (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Monsieur l'Orateur, c'est une suggestion tout à fait intéressante et j'aimerais l'examiner. Elle pose évidemment d'épineux problèmes qu'il nous faudra résoudre.

Des voix: Oh, oh!

LA BAISSÉ DU NOMBRE DE MISES EN CHANTIER—LES MESURES CORRECTIVES ENVISAGÉES

Mr. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre d'État chargé des Affaires urbaines. Le ministre a déclaré qu'il se préparait pour 1975. Maintenant qu'un institut rattaché à l'Université de Toronto a largement confirmé la prévision faite plus tôt par le Conference Board of Canada selon laquelle le nombre des mises en chantier diminuera de 35 p. 100, soit de 96,000 unités, l'année prochaine par rapport à l'année dernière, nous dirait-il quelles mesures son ministère entend prendre pour parer à cette baisse importante?

L'hon. Barney Danson (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Je respecte beaucoup les rapports du Conference Board of Canada et des autres organismes semblables qui jouissent d'une grande réputation. C'est ce qui se passerait s'ils ne pouvaient compter sur un gouvernement vigilant et dynamique. Je présenterai et j'annoncerai des mesures législatives à la Chambre en temps opportun, et je puis assurer au député qu'elles seront de nature à corriger une situation qui serait inadmissible.

M. Stevens: J'ai une autre question pour le ministre d'État chargé des Affaires urbaines. Si je comprends bien, il met en doute la prévision et les prédictions de ces deux organismes avertis. Dans ce cas, serait-il assez bon pour